

TOUS ENSEMBLE dans les grèves et les blocages et vers une manifestation nationale

Le gouvernement Macron, issu de la haute administration et des milieux d'affaires et totalement asservi à l'Union Européenne atlantique représente la fusion totale de l'État et des monopoles capitalistes du CAC 40. Il a pour mission d'achever la destruction, après des décennies de régression sociale, de tous les conquies du monde du travail (droit du travail, retraites, sécu, services publics et fonction publique, indemnisation chômage, logement social, Education nationale délivrant des diplômes nationaux reconnus dans les grilles des conventions collectives...), de la souveraineté populaire et du cadre national (accélération de la construction de l'UE, « défense européenne », arrimage à l'OTAN, CETA et retour probable du TAFTA...), des libertés démocratiques (propagande totalitaire, intégration de l'Etat d'urgence dans la loi normale...).

Face à cette guerre de classe menée consciemment par l'oligarchie, se développent dans tous les secteurs des mobilisations pour défendre des revendications corporatistes légitimes. Journées d'action du 12 septembre et du 21 septembre, 25 septembre (FO et CGT transports), 28 septembre (retraités), 10 octobre (Fonction Publique), 13 octobre (métallurgie), appel à l'action dans la chimie... Cette multiplication des initiatives témoigne d'une combativité importante face au gouvernement.

Pourtant, partout en bas, dans les AG, les intersyndicales, les cortèges se pose la question de l'efficacité de luttes dispersées et revient la nécessité de tirer les leçons des dernières années qui ont vu se succéder de puissants



mouvements sociaux interprofessionnels débouchant sur des échecs non pas faute de mobilisation mais à cause de tactiques de journées « saute-moutons » et/ou sectorielles ne permettant pas d'élever le niveau du rapport des forces. Pour beaucoup de travailleurs, de grévistes et de manifestants, il convient de tout faire pour éviter l'émiettement et l'éparpillement qui ne peuvent que nous amener à perdre les uns après les autres. D'autant que certains dirigeants syndicaux n'ont cessé ces derniers temps d'opposer luttes syndicales et luttes politiques alors que le refus gouvernemental absolu de négocier sérieusement met à terme le monde du travail devant l'alternative de contester radicalement le pouvoir et sa politique ou de subir défaites et humiliations sans fin.

CONVERGENCE des LUTTES, CONVERGENCE avec les forces politiques progressistes

Pour ce faire, il faut aussi tirer les leçons des moments victorieux du mouvement ouvrier (1936, 1945, 1968...) qui n'ont pu exister que dans le « *rassemblement des forces populaires et l'union de la classe ouvrière* » ainsi que l'expliquait Benoît Frachon, emblématique secrétaire de la CGT. Il précisait : « *L'histoire la plus moderne de notre pays nous montre que c'est lorsque la classe ouvrière a pris la tête d'un large mouvement d'union pour dégager l'État de l'emprise directe des forces les plus réactionnaires et des grandes féodalités capitalistes que la classe ouvrière a pu faire triompher ses plus grandes conquêtes sociales.* »

Dans ces conditions, la proposition faite par Jean- Luc Mélechon à l'immense meeting du 23 septembre, place de la République, ne peut être écartée d'un revers de main puisqu'il a proposé, d'une part à la jeunesse d'entrer « *en mouvement* » aux côtés des travailleurs, d'autre part, aux organisations syndicales d'organiser une immense déferlante sur les Champs-Élysées à la veille de la ratification parlementaire finale des ordonnances en étant assuré du soutien des organisations militantes progressistes. Il est évident qu'une grande manifestation centrale de combat serait indispensable pour lancer en bas la grève générale.

C'est ce chemin qu'il faut aujourd'hui retrouver, celui de l'unification des luttes et revendications sociales et politiques dans un mouvement d'ensemble et continu avec comme visée le blocage des profits : manifestation nationale de combat à Paris, grève générale interpro, blocage des secteurs clés de la production du profit, Assemblées Générales et manifestations locales, réunions et actions communes des organisations syndicales, politiques, associatives du mouvement populaire, toutes les formes de lutte sont à discuter et à articuler.

Bien entendu, ce n'est pas à coups de mots d'ordre des sommets qu'on obtient une participation massive si les travailleurs ne sont pas convaincus que ce qu'on leur propose est réalisable. Mais, alors que l'adversaire de classe dispose de tous les leviers du pouvoirs, l'action et l'engagement des états-majors est nécessaire afin de construire le rapport des forces dans l'unité la plus grande.

Les divisions et l'émiettement actuels seraient gage de défaite certaine si elles perduraient et ceux qui auraient tergiversé, voire tendu la main aux dirigeants jaunes de la CFDT sous prétexte de la recherche de l'unité syndicale porteraient alors une énorme responsabilité devant l'histoire.

Étudiants, salariés du privé, du Public, retraités, privés d'emplois, syndicalistes, militants politiques progressistes, démocrates et républicains sincères, ... c'est la voie de l'union du combat tous ensemble en même temps qu'il faut emprunter pour gagner et rouvrir enfin la voie au progrès social et à une véritable démocratie sociale et politique.